

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : www.jj-pat-rey.com

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>

Le pouvoir de dire NON !

Voilà ce que je me promets de dire à la première occasion, à un olibrius du cru, politicard se prenant pour un mousquetaire de la « reine » (les allégeances vont rapidement ces temps-ci et nous ne sommes pas au bout de nos surprises) :

- primo, la loi des marchés, je m'en fous, je ne reconnais que les droits de l'Homme, et on ferait bien de remettre les pendules à l'heure sur ce point, car notre société (mondiale) va dans le mur.
- secundo : quand on veut s'élever, on ne joue pas petit bras, surtout en voulant grimper à cheval...

Ceci vaut pour tout le monde, en toute circonstance !

Au demeurant, de vous à moi, cette petite lame des prétoires qui préfère attaquer ses adversaires dans le dos, quand ils sont malades et affaiblis, est plutôt du genre à se pêcher le cul tout seul ; certains diraient au rugby : oublier les fondamentaux... Il ne suffit pas de marquer son territoire comme une bête dominante, pour être un patron ! Assurément, il m'a fait ainsi plus d'honneurs que je croyais en valoir (ou alors ils sont vraiment devenus fébriles dans son camp, pour tirer sur les moustiques à coup de fusil) ! A tous les gens de son espèce, il faut rappeler que l'atteinte aux droits fondamentaux d'une personne, quels qu'en soit la raison et le lieu, est ignoble (et justiciable). Au-delà du cas particulier, d'après ce que je vois et j'entends, ces derniers mois, nous n'avons rien à envier en France à la démocratie viciée de certains pays exotiques, et, ce n'est certainement pas pour rien qu'on veut encore nous faire changer de constitution... (Avis à la population !)

Quelques uns connaissent les raisons de mon courroux et pour les autres qui seraient assez curieux, je leur enverrai le « dossier » en supplément individuel. Ceci dit, revenons à des considérations plus générales.

Le pouvoir, on dit que c'est une nécessité pathologique de jouir ! ... En tout cas ceux qui l'exercent depuis quelques années en France, nous font, eux, de moins de moins de plaisir. Je dirai même qu'un paquet d'entre nous, citoyens ordinaires, en avons plutôt le moral en berne ! Le débat démocratique est faussé et nos possibilités de choix électoral sont ridicules : elles se résument à des changements d'étiquette sur des boîtes de conserve ! Il est vraiment temps que ces gens qui accaparent les institutions au profit de leurs ambitions personnelles, en se parant de l'intérêt collectif, payent les souffrances qu'ils font subir à beaucoup d'entre nous, et à titre individuel, serait le mieux. Peu de monde leur demande vraiment de jouer les domestiques des marchés financiers ou d'écouter toutes sortes d'experts et technocrates : bourreaux de la condition humaine qui sont aussi efficaces que la roulette russe ! Les gens qui prennent ce « toboggan » vers les facilités et les compromissions, se révèlent souvent des incapables, plus enclins à la charité qu'à la justice sociale : ces deux derniers mots leur écorchent la gueule d'ailleurs ! Une majorité de citoyens, dans le peuple français, ne sont pas dupes de ceci : nous revenons aux temps des esclavagistes et il n'est pas nécessaire ! Je n'ai pas l'impression qu'à vouloir truquer la réalité et abrutir les esprits, on va y changer grand chose. C'est d'abord une question de bon sens ; mais je me demande si ces fauves qui s'enferment dans leur bulle dorée, absorbés dans leurs jeux de pouvoir et d'influence, n'ont pas tout simplement déserté les ateliers du progrès social et oublié incidemment qu'ils n'étaient que des humains, toute considération politique mise à part ...

Encore plus général et dans le monde entier, des utilitaristes puants et des rustres infâmes méprisent, harcèlent et écrasent jusqu'à plus soif, les esprits qui ne sont pas conformes ou tout simplement exploitables dans la société qu'ils proposent : une société de clones décérébrés ! Ils emploient tous les moyens coercitifs, des plus lamentables aux plus abominables, y compris les armes de destruction massive. C'est vrai qu'ils trouvent que nous sommes trop nombreux sur terre et surtout, qu'il y a trop de pauvres ou de simples pour entretenir la consommation ; comme si c'était un crime d'être pauvre ou simple, et pas simplement d'esprit ! Pire que les tyrans, ils définissent le Bien et le Mal, ils se sont emparés jusqu'au mot de culture et prétendent gouverner les esprits, avec une suffisance qui, à elle seule, suffirait à démontrer leur médiocrité. Ah ! ils peuvent faire les beaux, ils n'impressionnent plus grand monde !... La régression sociale, il y en a qui appelle cela la modernité et le réalisme ; évidemment ceux qui résistent à leurs vues sont des extrémistes ! Nous avons même droit à une autre couleur de péril, ces temps-ci : après le rouge, le jaune, voilà le vert (et je dirai même le noir) ! Sous ce prétexte, les listes d'exclusion sont de toutes les couleurs, et nous n'avons droit qu'à des pseudo-libertés et dans les faits, plus aucun droit à l'intimité ; pire nous sommes tous devenus des terroristes en

puissance ! Bientôt si cela continue, on circulera avec une puce électronique sous la peau pour notre "bien", on sera repérable partout, à travers toutes les matières, même en restant muet et immobile, et même dans l'au-delà... Le cinéma d'anticipation du vingtième siècle est largement dépassé, je vous le dis !

Pour en finir provisoirement avec mes mots (que je paye chèrement), je dirai à tous ceux qui résistent, à tous ceux qui ne sont pas « comme il faut » pour une raison ou une autre : refusez d'endosser la peur, la culpabilité ou les préjugés. Dans un ordre moral, immoral, vous êtes d'abord des humains, et ça, ce n'est pas à d'autres humains de vous l'enlever... A bientôt, si on ne m'a pas coupé le sifflet avant, et croyez-moi, la panoplie des moyens pour cela, est large et délétère, et je reste poli !

Jean-Jacques REY

Envoi d' Amélie Glois

La SSII : vision hyperbolique du néo-capitalisme

Le modèle de la SSII, encore marginal, voire inexistant, il y a quelques années, a tendance à se généraliser, en particulier depuis l'avènement de la « bulle Internet ». Pour les non-initiés, SSII signifie « Société de service et d'ingénierie informatique ». Son activité est simple : accompagner des clients sur des projets informatiques ; les salariés de ces structures étant envoyés en clientèle, pour y assurer des missions de mise en place, de suivi et de maintenance de systèmes d'information.

L'objet du présent article n'est pas de détailler les tâches diverses et variées du personnel de ce type d'entreprises, mais de démontrer que le modèle d'organisation qu'il contribue à faire émerger, et qui tend à se propager au niveau du tertiaire, à bon nombre de secteurs issus des nouvelles technologies, correspond point par point aux exigences d'un système néo-capitaliste, ainsi qu'à une vision ultra libérale de ce que doit être le salarié, sa mission ainsi que son rapport au travail.

Car le capitalisme, phénomène pourtant relativement récent, est déjà en train de changer de visage. En réalité, il ne cesse de muter, comme certain méchant virus, ce qui tend à compliquer toute tentative d'analyse étiologique et rend tout remède inopérant. Cette mutation est essentiellement liée à l'ampleur prise, au cours de cette dernière décennie, par l'informatique, par le développement des systèmes d'information à grande échelle et à prétention globale.

En effet, ces systèmes se proposent de prendre en charge la totalité de la gestion de l'entreprise, depuis le suivi des stocks et des articles, jusqu'à celle du personnel, de la formation professionnelle, et de la gestion prévisionnelle des carrières. Le tout, sur un modèle unique, prédéterminé et rigide. Et l'on assiste, là aussi, à l'uniformisation des tâches et, en particulier, de la perception de ce que doit être l'administration de la matière humaine. Décidé par des actionnaires avides de s'enrichir, en réalisant un maximum d'économies d'échelle (ces monstrueux systèmes d'information permettent de supprimer un nombre non négligeable d'emplois et de minimiser les risques d'erreurs associés au facteur humain qui, dès lors, se trouve systématiquement discrédité et suspecté), le Léviathan informatique est en route, nivelant sur un même plan toutes les données, matérielles et humaines. D'ailleurs, n'est-il pas révélateur de parler de « ressources humaines » ? Révélateur et inquiétant ... L'humain est traité comme une autre ressource, comme une simple donnée financière, avec laquelle il n'y a pas de différence de nature. D'autant plus que les investissements nécessaires à créer ce type d'entreprise, sont minimalistes. Le gros de l'investissement se résume à de la masse salariale. Dès lors, il est logique d'espérer en tirer un maximum de profit. La rentabilité est reine. Et pour cela, tous les moyens sont bons.

Tout d'abord, et en particulier, dans les petites structures qui prônent leur soi-disant attachement à l'humain, dans un but non équivoque de dégager de plus en plus de chiffre d'affaire, on met en avant une forte identité collective, un certain nombre de « valeurs » destinées d'une part à faire croire aux plus naïfs que certaines facettes de la hiérarchie n'existent pas (depuis le plus petit consultant de base dit : « junior » jusqu'au PDG, chacun doit se retrouver dans cette communauté « éthique » ; c'est aussi pour cela que le tutoiement est de rigueur) et, d'autre part, à fédérer tout ce petit monde, de manière à contrôler le comportement et l'esprit de chacun. Ainsi motivés, les individus, douillettement installés dans le giron protecteur d'une super structure économique et morale, n'en seront que plus soumis et productifs. Donc, rentables. Tout un attirail est déployé à la seule fin d'uniformiser les troupes. Par exemple, dans la SSII pour laquelle je travaille, nous sommes tenus d'assister une fois par mois à une réunion où l'on nous projette des « slides », où l'on nous détaille les grands axes de développement, la politique d'investissements futurs, les « prospects » (clients potentiels ayant déjà commencé à mordre à l'hameçon), les actions marketing et commerciales en cours. Après quoi, il est de bon ton de s'enivrer de conserve, en communiant dans le champagne et dans la vinasse ultra libérale qu'on nous sert sur un plateau d'argent aux scintillements trompeurs et brillants comme de beaux mirages fraternels. Et puis, il y a aussi nos ennemis : les autres SSII, plus puissantes, plus grosses, celles « qui-ne-sont-pas-comme-nous », moins humaines, celles qui utilisent des méthodes peu scrupuleuses et mercenaires (un peu comme nous, en fait, mais cela, il vaut mieux ne pas en parler). Il y en a une, en particulier, contre laquelle on s'acharne. Et, lorsque l'on parvient à embaucher l'un de ses consultants, lorsque vient la présentation des nouveaux venus, chacun y va de ses sifflets. Pêcher originel ... « Mais ce n'est pas grave, on va te laver de tout ça, tu vas recevoir ici un nouveau Baptême, on va te blanchir comme on le ferait avec de l'argent sale et il n'y paraîtra plus ! » Exactement comme un esprit national se construit et affirme sa propre identité sur la haine d'une autre nation, ennemi juré et clairement désigné aux yeux de tous. Ah, fougueuse et insouciant jeunesse en quête de repères ! Le dernier slide annonce en caractères gras : « OVTLN », ce qui signifie « on va tous les niquer » ! Voilà, les choses sont dites, noir sur blanc ; le but est affiché sans ambiguïté, sauf que tout le monde est déjà tellement gris, voire, noire, qu'il est trop tard pour en faire grand cas. Il y a aussi, une fois par an, un séminaire de trois ou quatre jours à l'étranger. Et l'on se retrouve les uns sur les autres, à suivre bêtement le troupeau et les excursions obligatoires. Et puis, une autre fois, une demi-journée « sportive » ;

l'an passé, c'était le paint-ball. Excellent pour l'esprit d'équipe et la culture d'entreprise qui ne vole déjà pas bien haut ! Chacun se tire dessus à qui mieux mieux, et à la fin, compte ses bleus devant un repas « high tech ». Nous sommes une bonne équipe de guerriers post-modernes, nous avons tout ce qu'il faut pour gagner ! Nous, les maîtres du monde, avec nos si belles têtes de vainqueurs !

Nous voici donc tous là réunis, heureux collaborer au développement de cette entreprise tellement attentive et bon-enfant, nageant en plein bonheur, débordants de reconnaissance pour notre employeur, si prévenant, si ... mais oui ! N'ayons pas peur des mots ... humain ... Enfin, disons, humain, autant que peut l'être un loup affamé. Car la faim de s'enrichir est la plus tenace qui soit et s'avère absolument dénuée de pitié.

Cependant, lorsque l'on creuse un petit peu, on s'aperçoit bien vite que cette fameuse « culture » d'entreprise, plus soûlographique et hédoniste que profonde et morale, n'est que de surface et entre directement en contradiction avec l'individualisme qui affleure dans tous les procédés mis en œuvre au sein d'icelles !

Tout d'abord, le mode de recrutement : seulement des personnes à l'abord sympathique, jeune, décontracté, susceptibles de correspondre à ce bel esprit, sont retenues. Surtout, ne pas faire entrer le loup dans la bergerie ; il y est déjà ; ce sont les PDG. Pas besoin d'une légion de loups ! Seulement de gros mâles qui seront chargés de surveiller une horde d'agneaux qui leur mangent dans la main ! Pas question d'être un déviant, un révolutionnaire. Pas question non plus d'avoir des revendications d'ordre social ! Il faut non seulement accepter son sort, mais surtout, montrer jour après jour qu'on l'aime, ce sort, qu'il est ce que l'on a toujours désiré au plus profond de nous. Sinon, gare aux sanctions !

Lors de mon entretien annuel, au cours duquel on effectue le bilan de l'année écoulée, du travail accompli, des compétences acquises, afin de décider si oui ou non une augmentation est méritée, on m'a très clairement reproché d'être une sorte de révoltée rétive et insoumise. Mon travail a toujours été, certes, bien fait. Et pas un jour ne s'est écoulé, depuis mon arrivée, où je n'ai rapporté d'argent à mon employeur : les affaires marchent à plein rendement, je suis en clientèle depuis le jour de mon arrivée, ou peu s'en faut ... Mais en revanche, au niveau du comportement, il y a des choses à revoir. D'abord, mon travail ne me plaît pas et cela se voit trop. Ensuite, on me reproche d'avoir une passion : la littérature. Et j'ai la très mauvaise impression que cette passion est de trop, jugée déviante ... Elle est antinomique avec la passion pour mon travail. Et pour cause, mon travail non seulement ne m'intéresse pas, mais encore, me dégoûte, pour tout ce qu'il représente, pour tout ce qu'il implique et pour tout ce magma capitaliste et destructeur d'emploi, de droit et de diversité qui va avec. Il y a même des jours où je me dégoûte moi-même ... Seulement, voilà, je suis prise dans l'engrenage, je n'ai plus le choix, je dois travailler, tant il est vrai que la notion moderne de travail ne va pas sans l'actuel penchant pour la consommation, comme le faisait si justement remarquer Hannah Arendt. Et nous sommes tous plongés là dedans, que nous le voulions ou non !

La sanction est donc immédiate : point d'augmentation pour moi cette année ! Je dois montrer mon aptitude à rentrer dans les rangs et à réintégrer le bel esprit de la boîte ... car je suis sur la sellette ...

L'évaluation en elle-même, ne se base pas sur des critères objectifs. Elle se fonde sur le rapport nébuleux de mes diverses missions, établi par mon directeur de projet, qui me trouve trop « excentrique », négative et hostile à toute espèce d'autorité –surtout lorsque celle-ci est

illégitime. Il s'agit de nous juger non pas sur un mode collectif et égalitaire (par exemple, en mettant en relation notre expérience, notre qualification et nos acquis, avec une grille des salaires transparente et objectivement établie – preuve en est : si l'on a le toupet de divulguer notre salaire auprès de nos collègues, nous nous faisons dûment rappeler à l'ordre par notre cher PDG, qui veille au grain et sanctionne la mauvaise graine), mais sur une série de données individuelles plus que floues, au point qu'il est difficile d'y répondre et de se justifier.

Dans ce système, coexistent donc le niveau individualiste, essentiel à la survie de la structure, car une trop grande solidarité risque de compromettre la cohésion du groupe, par le biais de revendications salariales ou liées aux conditions de travail, sur un mode syndicaliste –mode honni entre tous !- et le niveau collectif de la soi disant culture d'entreprise, un emporte-pièce bien commode, qui permet de juger de toutes les déviations, de sanctionner, de départager ce petit monde sur des critères simplistes et éminemment manichéens : les bons et les méchants ; ceux qui vont progresser et être augmentés et les autres. « Et puis surtout, surtout, souriez, vous êtes filmés, nulle de vos actions ne nous échappe, chers collaborateurs ... Votre épanouissement personnel passe par un épanouissement au travail » : grossièreté fondamentale, insulte suprême, distillée par le MEDEF et entretenue tant par les grands patrons de groupes multinationaux que par les PDG de petites entreprises.

Le développement de ce néo-capitalisme inhumain se nourrit donc de cette coexistence entre individualisme et esprit collectif, qui fabrique à moindre coût la bonne conscience à oeillère des salariés et l'accroissement spectaculaire des bénéfices des patrons. Toute tentative de passer entre les mailles du filet condamne ipso facto le contrevenant à des sanctions impitoyables.

Ce microcosme capitaliste est conçu à l'image et à la ressemblance de son divin père : la société en phase terminale de libéralisation sauvage : de moins en moins de droits, une soumission de plus en plus pénible et évidente aux données économiques et conjoncturelles, une rationalisation et une régulation des désirs de chacun, avec, pour tous un même bien-être prédéfini pour être plus aisément satisfait, au bout de la route ...

Amélie GLOIS

Envoi de Joao Silveirinho
<http://www.la-gauche.org/>

TOUT SAVOIR (OU PRESQUE) SUR LA GAUCHE ALTERNATIVE AU LIBERALISME

Par João Silveirinho

voir aussi lien : http://www.la-gauche.org/article.php3?id_article=420

En avant première, la version définitive de la Charte, point de départ du programme de la gauche unitaire pour une alternative au libéralisme.

Charte pour une Alternative au Libéralisme, par les Collectifs du 29 Mai.

Article publié le jeudi 27 juillet 2006.

A gauche de la direction du Parti socialiste et de ses satellites, la campagne référendaire de 2005 a permis une convergence de plusieurs organisations politiques et de citoyens jusque là non engagés. Cette convergence a perduré et, suite à un appel à des candidatures unitaires antilibérales aux élections présidentielle et législative signé par des individus et des organisations, des collectifs locaux et une coordination nationale se sont mis en place. Dans beaucoup de cas, ces collectifs ont poursuivi l'action des « collectifs 29 mai » nés de la campagne référendaire. Cet ensemble avance, mais connaît aussi des difficultés. D'où l'utilité de faire le point.

Qui « converge » ?

Par rapport aux « collectifs 29 mai », certaines organisations ne se sont pas engagées en tant que telles, même si leurs militants demeurent en partie présents. C'est le cas des organisations syndicales, et notamment de SUD, très impliqué dans les collectifs 29 mai, et d'associations (ATTAC par exemple) qui n'ont pas pour objet des campagnes politiques.

D'autres ne sont représentées que par leurs « minorités » : c'est le cas de militants verts et de la LCR (qui est toutefois « observatrice » au niveau du collectif national). L'association Pour la République Sociale (PRS) animée notamment par le sénateur socialiste Jean-Luc Mélenchon, n'a pas signé l'appel en tant que telle, mais nombre de ses militants se retrouvent aux niveaux local et national.

Les organisations politiques « officiellement » signataires sont donc le Parti Communiste, les Alternatifs, le réseau Convergence Citoyenne, et la CNGR et le Mars, issus de la gauche républicaine. D'autres associations (le Cactus/La Gauche !, le collectif Ruptures...) participent à la coordination nationale, mais ne se revendiquent pas partis politiques. S'ajoutent à ces organisations les « minoritaires » cités précédemment et des « personnalités indépendantes », parmi lesquels José Bové, Claude Debons, Yves Salesse. S'ajoutent aussi, au niveau des collectifs locaux, de nombreux citoyens « non-encartés ». Au total, un peu plus de 300 collectifs locaux (le nombre augmente régulièrement).

Ce rapide état des lieux fait apparaître un premier fait : aux côtés du PCF et de ses 130 000 adhérents, les autres organisations pèsent peu, chacune ne rassemblant que quelques centaines, voire quelques dizaines de militants. L'entrée éventuelle dans la convergence de la LCR ne modifiera guère ce déséquilibre. En gros, le total des « autres » représente moins que le PCF de l'Île de France ou du Nord-Pas de Calais. Il ne faut certes pas juger une organisation à la seule aune du nombre : la LCR, par exemple, exerce une influence politique nettement supérieure à ses bataillons militants. C'est aussi le cas, à un moindre degré, de PRS. C'est plus problématique pour les autres composantes, sauf leur respect. Atténuons aussi cette première inquiétude en considérant que la convergence de ces « forces » (parfois minimes, on

l'a vu) est l'expression d'une diversité d'origines politiques qui enrichit les débats et les propositions.

Converger pour quoi faire ?

L'objectif à court terme est clair : élaborer ensemble un programme électoral défendu par un candidat commun à l'élection présidentielle et des candidatures communes aux élections législatives de 2007. Plus si affinités, élections municipales de 2008 par exemple ? Le sujet n'est à ce jour pas traité.

Si l'objectif est clair, il est néanmoins difficile à réaliser. Pour ce qui concerne le programme, la convergence dispose d'une base commune, validée y compris par la LCR et PRS, voire ATTAC et SUD : la Charte pour une alternative au libéralisme (c'est l'Cactus qu'a trouvé le nom) adoptée par les Collectifs du 29 mai. Un bon document, dont une version améliorée est en train d'être finalisée et qu'on trouvera prochainement sur notre site.

C'est à partir de ce document que le programme de la convergence s'élabore. Après des débuts difficiles dus à quelques problèmes de méthode et surtout à quelques chocs d'egos (hé oui, chez les antilibéraux aussi...), la dynamique est lancée. Le programme avance donc. Et les candidatures unitaires ? Là, c'est plus compliqué, et on y reviendra : au-delà même des questions de personnes, c'est une stratégie politique qui est aussi en cause.

Autre problème peu abordé : la convergence ne serait-elle qu'une sorte de cartel électoral, ou bien est-elle le creuset d'une nouvelle force politique ? Le Cactus/La Gauche !, et quelques autres, ont tenté de lancer la discussion en faveur de la seconde hypothèse, avec un succès mitigé : les « orgas » ne semblent guère prêtes à se fondre dans un vaste rassemblement. Et plus elles sont microscopiques, plus elles tiennent à leur survie. Les esprits évolueront peut-être : souhaitons-le car il nous paraît difficile de vouloir apporter un souffle nouveau dans la vie politique française sans se doter d'un outil politique lui aussi nouveau.

Les divergences stratégiques

On commence à bien connaître la principale, qui oppose la LCR au PCF, et qui concerne les alliances à gauche. En gros, quelle attitude avoir envers le PS et ses satellites ? Pour nous, les choses nous paraissent claires, mais nous nous sentons parfois bien seuls dans ce cas. Enumérons donc les hypothèses, qui ne sont pas si nombreuses, concernant les suites politiques des échéances électorales : cinq cas de figure.

Le premier est le plus simple et le moins désirable : la victoire de la droite. Dans ce cas, les élus « convergents » joueront pleinement leur rôle d'opposition. Le second est simple aussi, fortement désirable, mais, convenons-en, fortement improbable, même en cas de victoire à l'élection présidentielle : la gauche antilibérale gagne et obtient la majorité absolue à l'assemblée nationale, elle applique donc son programme. Il se trouvera sans doute dans ce cas quelques barons du PS qui se découvriront soudain une âme de farouche résistant de toujours au libéralisme dans l'espoir d'un portefeuille, mais c'est du folklore. Troisième hypothèse, pas très compliquée, pas follement désirable : le PS et ses amis gagnent avec une majorité absolue à l'Assemblée. Les élus « convergents » pourraient alors appuyer les propositions qui vont dans le sens de leur programme, et s'opposer aux autres.

En fait, comme dans les romans à suspense, c'est à la fin que les choses se compliquent. Si le PS gagne sans majorité absolue et a besoin des voix des élus «convergenants», que se passe-t-il ? Pour nous, l'attitude doit être la même que dans le cas précédent : ils appuient les propositions qui vont dans le bon sens et refusent les autres, avec en prime la possibilité de faire pression pour obtenir davantage de «bonnes» décisions. C'est dans ce cas que la LCR pose la question au PCF : participe-t-on au gouvernement ? Non, répond le PCF, et le Cactus avec, si le social-libéralisme est la philosophie de ce gouvernement. Contente, la LCR ? Pas vraiment, c'est qu'il sont méfiants ces gens-là : pourquoi, disent-ils au PCF, imaginer que la politique d'un PS au gouvernement serait autre chose que le social-libéralisme, hein, on les connaît, les soces, on les a vus à l'œuvre depuis vingt ans, et ça ne s'arrange pas avec les Royal, Strauss-Sinclair et tutti quanti. N'injurions pas l'avenir, répond le PCF, sans à vrai dire pousser plus loin le discours. On va le faire pour lui, nous qui n'avons plus de pudeurs de jeunes gens : il est, peut-être, qui sait, possible de créer un rapport de forces dans l'ensemble de la gauche, le PS n'est pas si homogène qu'on le croit. Bon, peut-être, qui sait, mais la gauche du PS, de ce qu'on en connaît, n'aura pas beaucoup d'élus, vu que la plupart de ses impétrants à une candidature législative se sont fait bouler dans les procédures internes de désignation. Bref, le PCF n'a pas tort sur le fond, la LCR n'a pas tort sur la forme. On en est là et la discussion continue, lentement. Ajoutons pour être plus complet que la LCR soupçonne aussi le PCF de négocier des accords au moins ponctuels (du genre je vote ta loi vaseuse si tu votes la mienne qui est du nanan). Méfiants, on vous dit.

La cinquième hypothèse est aussi compliquée : quid si les «convergenants» gagnent mais sans majorité absolue. Accord avec le PS ou pas ? Non, semble dire la LCR. Va bien falloir, paraît dire le PCF, sinon le gouvernement tombe tout de suite, et tous les espoirs populaires avec. N'injurions donc pas l'avenir. Pour ce coup, en tant qu'arbitre réputé pour son inflexible indépendance, le Cactus donne raison au PCF. N'injurions pas l'avenir, on disait. Naturellement, il faut que l'accord éventuel ne dénature pas le projet. Mais quelque chose nous dit que les dirigeants socialistes seraient dans ce cas de figure étonnamment flexibles. Dans ce sens comme dans d'autres.

La et les candidatures

Une première difficulté pour un-e éventuel-le candidat-e consistera à expliquer aux foules qu'il sera le/la dernier-e président-e à être élu au suffrage universel, puisque le programme en cours d'élaboration prévoit d'en finir avec le système monarchique de la 5e République. Pas si simple mais passons. Pour en rester, momentanément, à l'élection présidentielle, on sait que la gauche antilibérale a pour le moment trois candidats putatifs (on ne compte pas Arlette, qui fait comme d'hab' cavalière seule) : un candidat désigné par son orga (la LCR) mais rétractable, Olivier Besancenot, un candidat « disponible », José Bové, une candidate « proposée par son orga (le PCF), Marie-George Buffet. C'est moins que les prétendants du PS, c'est quand même deux de trop.

Les enjeux pour les uns et les autres sont de natures différentes. La LCR peut faire le pari que la notoriété, la bonne image, et le réel talent, de son candidat peuvent le conduire à faire un score proche de celui obtenu voici cinq ans. Une candidature Besancenot en solo ne serait alors pas une catastrophe du point de vue boutiquier de la Ligue. José Bové, qui n'est pour l'instant soutenu, au niveau des « forces organisées », que par les Alternatifs et une minorité des Verts et de Convergence Citoyenne, ce qui ne fait pas grand monde, a, lui, un besoin vital d'une candidature unique. Un éparpillement le condamnerait à une éventuelle candidature de témoignage, plutôt négative pour ce qu'il représente dans l'opinion. Le PCF, quant à lui, peut

difficilement se permettre une candidature isolée qui pourrait le conduire à un score marginal, comme ce fut le cas en 2002. Il a donc lui aussi besoin d'unité. Pas si étonnant, donc, que la LCR soit en retrait dans les avancées unitaires.

Supposons, optimistes que nous sommes, que tout le monde veuille sincèrement une candidature unitaire. Comment choisir entre ces trois figures respectables, ou une autre le cas échéant ? On proposerait bien une partie de 421, mais on va encore nous accuser d'être légers sur des sujets graves.

Les propositions de procédures de choix ne sont pas abondantes, on peut donc en faire l'inventaire. La Gauche républicaine et le Mars, les deux plus petites organisations signataires, ont proposé de commencer par la désignation des candidats aux législatives. Ces candidats se réuniraient alors pour désigner leur candidat à la présidentielle. Pas bête apparemment, et servant au passage les intérêts des deux organisations, qui ont comme objectif d'obtenir quelques investitures pour leurs animateurs, objectif bien compréhensible au demeurant. Deux petits problèmes cependant : un, les collectifs locaux sont loin de couvrir toutes les circonscriptions, même si on peut penser que cela viendra (mais quand ?). Deux, la prépondérance numérique du PCF sera telle dans les comités que même si le PCF a l'intelligence (et gageons qu'il l'aura) ne pas truster les investitures, cela donnera a priori une majorité assez confortable à Marie-George. Pourquoi pas, mais on ne sait pas si Olivier et José l'entendront de cette oreille.

Autre proposition, notamment avancée par le PCF et Convergence Citoyenne : élaborons des critères, et voyons qui y répondra le mieux. Jeu périlleux. Convergence Citoyenne a défouraillé en premier en clamant haut et fort que le ou la candidat-e ne saurait être le responsable d'un parti politique. Exit alors Marie-George et Olivier, qu'est-ce qui reste. Jeu vain : il faut un candidat ayant une notoriété nationale (comme les trois), plutôt une femme, comme Marie-Georges, plutôt jeune, comme Olivier (ou Clémentine Autain, parfois citée), émanant de la société civile, comme José, soutenu par une grande organisation, comme Marie-George, sensible à l'écologie, comme José, bon débatteur, comme Olivier, pourquoi pas emblématique des « minorités visibles, comme Christiane Taubira (mais elle n'a pas rejoint le club). Bref, un mouton à cinq pattes (mais courageux comme un lion).

Enfin, certains, dont José Bové, ont proposé l'organisation d'une primaire, ouverte à tout citoyen qui signerait l'appel à des candidatures unitaires alternatives au libéralisme. Pas si simple à mettre en œuvre, l'idée a au moins un avantage : son impact médiatique serait sans doute important, et l'impact médiatique de la gauche antilibérale est l'un de ses talons d'Achille. Cela vaut donc la peine de creuser la question.

Quelle que soit la procédure choisie ou subie (ce peut-être aussi un arrangement entre caciques des partis), le candidat devra être accepté et par les organisations et par les collectifs. Là-dessus, au moins, tout le monde est d'accord.

La désignation des candidats aux législatives procède du même ordre : certes, les collectifs doivent y être impliqués, mais la diversité des origines politiques des uns et des autres doit être assurée. Comme d'habitude dans ce genre de sport, de belles batailles de chiffonniers et de longues séances d'arbitrage sont à prévoir. Mais c'est le lot commun des procédures électorales.

Nous venons de le voir, la construction d'une nouvelle force politique se heurte à de nombreux obstacles. Ce n'est pas une surprise. Mais le jeu en vaut la chandelle. Car derrière ces questions, parfois graves, parfois puériles, où les ambitions pointent ça et là, où les pesanteurs du passé demeurent lourdes, où les enthousiasmes conduisent parfois à des cafouillages, c'est le renouveau d'un projet politique émancipateur qui est en jeu. Et c'est important pour nos concitoyens, et ce serait bien, ce serait nécessaire qu'ils s'y impliquent. Un dernier problème, sémantique : la gauche en construction n'a pas de nom. Les socio-libéraux ont vidé le beau mot de socialisme de son contenu. Et le petit père des peuples et ses acolytes ont fait de même pour le communisme. Alors, comment qu'on s'appelle ? Que celles et ceux qui ont une idée nous écrivent, ils ont (peut-être) gagné.

Envoi par Natalie VICTOR-RETALI,
du Réseau RESF, pour Brigitte Wieser :
<http://www.educationsansfrontieres.org>

APPEL A LA VIGILANCE

*APPEL AU MONDE CULTUREL CONTRE LA LOI SARKOSY,
initié par Etienne Balibar*

Nous , artistes et créateurs en tous genres, intellectuels, avons pris la mesure du lent travail des cultures dans l'histoire pour qu'écluse difficilement l'idée de l'unité et de l'indivisibilité de l'humanité.

Nous voulons avoir constamment en mémoire ce jugement de Robert Antelme qui, à la sortie du camp de concentration dans lequel il avait été exposé à la mort, écrivait : « La variété des rapports entre les hommes, leur couleur, leurs coutumes, leur formation en classes masquent une vérité qui apparaît ici [dans les camps de concentration allemands] éclatante, au bord de la nature, à l'approche de nos limites : il n'y a pas d'espèces humaines, il y a une espèce humaine. C'est parce que nous sommes des hommes comme eux que les SS seront en définitive impuissants devant nous. C'est parce qu'ils auront tenté de mettre en cause l'unité de cette espèce qu'ils seront finalement écrasés. Mais leur comportement et notre situation ne sont que le grossissement, la caricature extrême - où personne ne veut, ni ne peut sans doute se reconnaître - de comportements, de situations qui sont dans le monde et qui sont même cet ancien "monde véritable" auquel nous rêvons. Tout se passe effectivement là-bas comme s'il y avait des espèces , ou plus exactement comme si l'appartenance à l'espèce n'était pas sûre, comme si l'on pouvait y entrer et en sortir, n'y être qu'à demi ou y parvenir pleinement, ou n'y jamais parvenir même au prix de générations ,

la division en races ou en classes étant le canon de l'espèce et entretenant l'axiome toujours prêt, la ligne ultime de défense : "Ce ne sont pas des gens comme nous" » .

Fidèles à l'appel à la vigilance d'Antelme et de bien d'autres, nous avons décidé de ne jamais laisser passer les « comportements » et les « situations » du « monde véritable » - le nôtre - qui créent les conditions pour que « tout se passe effectivement comme s'il y avait des espèces » humaines.

Nous jugeons que les choix actuels du gouvernement français distinguant entre une « immigration choisie » et une « immigration subie » appartiennent à une politique économique qui tout en développant sa logique propre, contre laquelle nous nous élevons, s'appuie de surcroît délibérément sur des orientations racistes dont aucun de nos gouvernements, de quelque bord qu'il soit, n'a malheureusement jamais tenté de débarrasser complètement nos institutions. Ces tendances, quel que soit l'écho qu'elles reçoivent dans certaines couches de la population, et les tentations démagogiques qu'elles entraînent, ne sauraient en aucun cas être identifiées à la volonté du peuple français.

Nous affirmons une fois de plus qu'il est de la plus haute importance de considérer que « tous les gens sont comme nous » et que ce principe ne doit pas être remis en cause.

A partir de ce principe intangible, nous appelons solennellement l'opinion publique à s'opposer à la réforme en cours de la politique française d'immigration. Nous invitons les formations politiques, les organisations syndicales et associatives, les églises et tous les citoyens organisés à se mobiliser contre cette réforme. Nous exigeons du gouvernement qu'il se ressaisisse d'urgence.

Communiqué tout frais

Adresse postale : C/o EDMP 8 Impasse Crozatier 75012 Paris - educsansfrontieres@free.fr / www.educationsansfrontieres.org

Contact sur ce dossier : Richard Moyon 06 12 17 63 81

2 septembre 2006

CONFERENCE DE PRESSE RESF

Lundi 4 septembre 11 heures

EDMP 8 impasse Crozatier 75012 Paris

Le 4 septembre, jour de rentrée de la plupart des élèves de ce pays, il y aura des chaises vides dans les classes. Celles des enfants des familles qui ont été expulsées cet été (une famille roumaine de Châteauroux et son fils Nino NAECSU le 12 juillet et la famille KOSTYUBA, ukrainienne avec un enfant Vladislav, 3 ans 1/2, en août) et celles des quatre lycéens que Monsieur Sarkozy a banni pour l'exemple : Abdallah BOUJRAF vers le Maroc, Aminata DIALLO et Aminata SAMBOU vers le Mali et Jeff Babatunde SHITTU vers le Nigeria. Sept

chaises vides, sept vies de gamins ou de tout jeunes adultes dévastées, leurs études bousillées, perdus pour leurs copains et leur milieu. Sept drames personnels qui, pourtant, ne constituent qu'un trop maigre tableau de chasse aux yeux du ministre.

La reconduite en Ukraine de la famille KOSTYUBA le 13 août et l'expulsion de plus de 500 personnes du squat de Cachan le 17 aux fins affichées d'arrêter les sans papiers ont marqué l'ouverture de la saison d'automne. Depuis 15 jours, les refus de régularisation dans le cadre de la circulaires du 13 juin pleuvent, les APRF tombent, les arrestations, y compris en famille, se multiplient.

Toute une famille malgache de Soissons, les deux parents et leurs trois enfants (Valéria, 17 ans, qui devait entrer en 1ère S au Lycée Léonard de Vinci, Dominique, 14 ans, qui devait entrer en 4ème au Collège Gérard Philipe, et Diana 8 ans, qui devait entrer au CE2 à l'Ecole Tour de ville) a finalement été libérée après plusieurs jours en rétention à Rouen.

A Toulouse, un couple kurde, demandeurs d'asile (le mari a été plusieurs fois arrêté et torturé en Turquie) est en rétention avec leur petite fille d'un an, Olivia. Madame Yilmaz a fait une tentative de suicide en rétention le 1er septembre. Son mari a été traduit seul devant le juge des libertés et de la détention pendant qu'elle était hospitalisée à Purpan.

A Besançon, la famille Benhammouda est toujours menacée. Elle a failli être embarquée pour un vol pour Constantine au départ de Bale Mulhouse vendredi 25 août 15h30. RESF 68 a été alerté, un recours a été introduit et quelques jours ont pu être gagnés. Mais la menace est toujours imminente pour Ahmed et Rabia, les parents et leurs 3 enfants, Abdelghani, 6 ans, scolarisé à l'école maternelle Saint Exupéry (Besançon) et inscrit en CP à l'Ecole primaire Ile de France de Besançon, Louisa, 3 ans, est inscrite en maternelle à l'Ecole Maternelle Ile de France de Besançon et Yousra, six mois.

A Cachan, la famille Dumbia a été littéralement piégée. Expulsé du squat le 17 août, elle accepte son hébergement provisoire à l'hôtel Ibis d'Orly malgré l'absence de transports, l'impossibilité de cuisiner, de faire des courses, de laver du linge, etc. et les fréquents contrôles de la police qui pénètre dans les chambres, même en pleine nuit). Le 31 août, en dépit des engagements du préfet, six personnes sans papiers sont arrêtées dans l'hôtel, prises au piège. Parmi elles, les parents Dumbia et leur petit garçon de deux ans et demi. Les parents sont expédiés au centre de rétention du Mesnil-Amelot, l'enfant est confié à l'ASE et placé dans un foyer à Vitry.

A Chanas (Isère), la police se livre à un chantage sur trois familles macédoniennes : soit vous acceptez l'aide au retour, ou on place immédiatement les pères en rétention à Lyon Satolas. Il s'agit de 3 familles de Roms : les Mustafovski avec 5 enfants dont 4 scolarisés (du lycée à la maternelle), les Idrissuski (sans garantie pour l'orthographe) avec 4 enfants scolarisés et les Hamet Turkyan avec 3 enfants scolarisés.

Dans les Pyrénées Atlantiques, au moment même où le préfet recevait une délégation du RESF64, il faisait procéder à l'arrestation d'une famille azerbaïdjanaise pour laquelle, entre autres, le RESF était en train de se battre sur l'application de la circulaire. Cette famille est composée d'une grand-mère de 65 ans, de son fils (une quarantaine d'années), de sa petite-fille de 5 ans, scolarisée. Le reste de la famille (l'autre fils et sa femme, leurs deux enfants, dont un mineur de 17 ans, tous deux scolarisés) a réussi à échapper à la police, et se retrouve donc clandestine.

Enfin, symbole de la lutte pour les enfants de sans papiers scolarisés, Barbe Makombo (la mère de Rachel et Jonathan qui s'étaient enfuis pour bloquer l'expulsion de leur mère) est menacée de n'être pas régularisée. Décision personnelle, semble-t-il, de Monsieur Klarsfeld qui n'a pas hésité pour justifier sa volonté d'expulser Barbe et ses enfants, à colporter des ragots trouvés dans les poubelles et à en exhiber le contenu comme un trésor. On a honte pour lui.

Le ministre de l'Intérieur traque et pourchasse les familles et les enfants. Il fait rire ses amis du Medef de la situation des expulsés de Cachan. Il nourrit sa campagne électorale de son inhumanité. Même pendant les vacances scolaires, des enseignants, des parents, des particuliers et des militants se sont dressés pour dire non. Des expulsions ont été empêchées, des régularisations arrachées. A aucun moment le silence ne s'est fait.

Lundi, ce sera la rentrée. Le RESF s'adresse aux enseignants et à leurs organisations syndicales, aux parents d'élèves et à leurs fédérations, aux particuliers et aux organisations attachées à la défense des droits de l'homme pour que, dans tous les établissements, les familles et les élèves menacés soient connus et placés sous la protection des écoles.

C'est la rentrée, le combat pour le droit aux études des enfants et la régularisation de leurs parents continue. Il doit s'amplifier. A ce jour, tous les reculs obtenus (les circulaires d'octobre 2005 et de juin 2006) et les régularisations arrachées (celle de Mariam Sylla à Orléans ces derniers jours) l'ont été par la lutte. On continue.

à bientôt,

Richard MOYON

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : www.jj-pat-rey.com

<http://perso.orange.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>